**Modèle de lettre**

**De proposition écrite de transfert d’un salarié de droit privé**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de la délibération.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

… *(Dénomination du service en charge du dossier)*

Dossier suivi par : … *(prénom NOM de l’agent en charge du suivi de ce dossier)* [[1]](#footnote-1)

[Adresse](mailto:laurent.gougeon@cdg45.fr) de messagerie (boîte de messagerie générique du service ou boîte personnelle)

*Nos réf. : Lettre n°20…-… (n° de chrono)*

*LRAR*

***Monsieur ou Madame*** *… (prénom, NOM de l’agent)*

**…** *(Adresse personnelle complète de l’agent)*

A …, le …

**Objet : Transfert du personnel - Proposition écrite de reprise de votre contrat de travail au sein de …** *(dénomination de la collectivité ou l’établissement)*

*Madame ou Monsieur*

*La collectivité ou l’établissement* a décidé de reprendre en régie l’activité de … *[type d’activité]* assumée jusqu’à présent par … *(dénomination de la structure)* qui vous emploie en qualité de … *(dénomination des fonctions).*

Vos missions relèvent en totalité de l’activité qui sera transférée à compter du … *(date de reprise)* à … *(dénomination de la collectivité ou l’établissement d’accueil).*

Vous êtes actuellement en contrat à durée déterminée *(ou indéterminée)* sous statut de droit privé depuis le … *(date).*

Conformément aux dispositions de l’article L.1224-3 du Code du travail, il m’appartient de rechercher pour les salariés de votre structure les conditions d’un réemploi au sein de … [la collectivité ou l’établissement] et de vous proposer un contrat de droit public qui reprend les clauses substantielles du contrat qui vous lie actuellement à … *(dénomination de la structure d’origine)*

En conséquence, suite à notre entretien préalable du *.., (date),* je vous propose à compter du … *(date de reprise)* un contrat de droit public à durée … *(déterminée ou indéterminée)* et à temps … *(complet ou non complet)* au sein de … *(dénomination de la collectivité ou l’établissement)* pour assurer les fonctions de … *(dénomination des fonctions exercées)*, que vous assumez actuellement pour le compte de … (dénomination de la structure d’origine).

Vous avez le choix entre les deux propositions suivantes :

*Soit* : un contrat, ci-annexé, à durée déterminée *(ou indéterminée)* *(selon la durée actuelle de votre contrat)* de droit public conforme à votre contrat antérieur.

Ce contrat vous permettra de conserver les mêmes conditions de travail, sous réserve que vous réunissiez les conditions générales de recrutement dans la fonction publique territoriale énoncées à l’article 2 du décret n° 88-145 du 15 février1988.

Vous trouverez à cet effet une fiche financière précisant les conditions de rémunération qui s’appliqueront dans le cadre de ce nouveau contrat, ainsi qu’un descriptif des conditions d’emploi et de rémunération qui seront les vôtres.

*Soit* : une nomination en qualité de stagiaire, au grade de … *(dénomination du grade)*, pendant un an, à l’issue de laquelle, vous pourrez prétendre à une titularisation et dont la rémunération se décompose ainsi … *(préciser indices et autres éléments si besoin)*.

Si vous acceptez une de ces propositions, vous ne relèverez plus du code du travail ni *(le cas échéant)* de la convention collective mais du statut d’agent public territorial … *(titulaire ou contractuel selon la situation).*

Je vous informe que vous aurez la possibilité de passer les concours de la fonction publique territoriale organisés par les centres de gestion et de bénéficier du droit à la formation selon le régime de la fonction publique territoriale.

Selon votre situation, vous relèverez alors soit :

* Du régime général *(contractuel et fonctionnaire effectuant moins de 28 heures hebdomadaire avec affiliation à l’IRCANTEC)*
* Du régime spécial des fonctionnaires *(effectuer au moins 28 heures hebdomadaire avec affiliation à la CNRACL).*

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre choix avant le ... *(date => prévoir 15 jours)*.

En cas de refus de votre part, comme évoqué lors de l’entretien du … *(date)*, vous serez licencié *(e)* en application du code du travail et (*le cas échéant)* de la convention collective applicable à votre situation actuelle.

Si vous souhaitez disposer d’informations complémentaires et d’éclaircissements sur la procédure et le détail de la ou des propositions qui vous sont faîtes, je vous invite à prendre l’attache de … *(dénomination et coordonnées des interlocuteurs internes de la collectivité ou l’établissement)*

Je vous prie de croire, *Monsieur/Madame*, en l’assurance de mes salutations les meilleures.

*Le Maire ou le Président/la Présidente*

*Prénom NOM*

PJ : fiche financière/descriptif des conditions d’emploi et de rémunération

1. *L’indication du prénom et du nom de l’agent en charge du suivi du dossier est une obligation juridique prévue à l’article L.111-2 du Code des relations entre le public et l’administration.* [↑](#footnote-ref-1)